

En témoignent le déploiement des forces françaises en Côte d'Ivoire, la mission dirigée par l'Union européenne en République démocratique du Congo et la réponse favorable faite par les États-Unis à l'appel du secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, en faveur d'une intervention au Libéria.

Un nouvel organe onusien a d'ailleurs été créé pour répondre à ces nouvelles exigences, soit la Brigade multinationale d'intervention rapide des forces en attente des Nations unies (BIRFA). Cette brigade non permanente offre à l'ONU une capacité de déploiement rapide (entre 15 et 30 jours) et ordonnée pour des missions d'au plus six mois. Son champ d'opération est axé sur l'Afrique.

L'expérience des Nations unies, en particulier au Kosovo et au Timor-Oriental, a mis en relief le rôle essentiel des civils dans l'édification des nations. Ainsi, le succès global d'une opération de soutien de la paix dépend essentiellement du rétablissement de la règle de droit et du transfert des pouvoirs à l'autorité civile locale. Cet accent placé sur l'infrastructure de gouvernance d'un pays détermine les conditions requises pour que les forces de maintien de la paix et les autres membres de l'effectif international puissent rentrer dans leurs pays d'origine.

Engagement du Canada

Environ 3 600 soldats canadiens sont actuellement déployés à travers le monde, affectés à des missions organisées par l'ONU. De ce nombre, près de 2 000 font partie de la Force internationale d'assistance à la sécurité, en Afghanistan.

Au sein de l'OTAN, le Canada se classe sixième parmi les pays alliés qui contribuent aujourd'hui aux opérations de l'ONU et de l'OTAN en vue de soutenir la paix (y compris en Iraq, à la suite du conflit). Conformément au Plan d'action du G8 pour l'Afrique, le Canada appuie en outre directement la capacité de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de l'Organisation de l'unité africaine à maintenir la paix.

Quant au volet civil du maintien de la paix, la police canadienne est aussi engagée activement. Ainsi, sur les neuf contingents policiers qui sont actuellement déployés pour ces opérations de paix, huit font partie de missions dirigées ou organisées par l'ONU.